



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
5 août 2013
Français
Original: anglais

Conférence des Parties

Onzième session

Windhoek (Namibie), 16-27 septembre 2013

Point 9 a) de l'ordre du jour provisoire

Programme et budget:

Programme et budget de l'exercice biennal 2014-2015

Programme et budget de l'exercice biennal 2014-2015

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document donne un aperçu du projet de budget-programme de la Convention pour l'exercice biennal 2014-2015. En sus d'un état récapitulatif des ressources humaines et financières nécessaires, il décrit les composantes du budget selon une méthode de budgétisation axée sur les résultats conformes aux dispositions du plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) (la Stratégie), adopté à la huitième session de la Conférence des Parties.

Le projet de budget doit être examiné en parallèle avec le plan de travail pluriannuel général relatif à la Convention (2014-2017) figurant dans le document ICCD/CRIC(12)/2-ICCD/COP(11)/CST/9 et le projet de programme de travail biennal chiffré établi pour le secrétariat, le Mécanisme mondial, le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention et le Comité de la science et de la technologie (2014-2015), qui est présenté dans le document ICCD/COP(11)/7. Ce document budgétaire doit aussi être lu en parallèle avec les renseignements sur les résultats financiers et l'exécution des programmes au cours de l'exercice biennal 2012-2013 qui fait l'objet des documents ICCD/COP(11)/8 et ICCD/CRIC(12)/3.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....		3
A. Mandat.....		3
B. Objet de la présente note		3
II. Élaboration du projet de budget-programme		3
Aperçu du financement.....		3
III. Projet de budget pour la Convention.....		4
A. Aperçu des ressources nécessaires pour le budget de base.....		4
B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation aux sessions de la Conférence de représentants des Parties admises à bénéficier d'une aide à cet effet.....		6
C. Fonds d'affectation spéciale pour le financement volontaire d'activités au titre de la Conférence.....		7
D. Fonds d'affectation spéciale pour les activités liées à la Convention organisées par le secrétariat de la Convention («Fonds de Bonn»).....		7
E. Dépenses d'appui aux programmes (frais généraux).....		8
IV. Budgets conditionnels.....		8
A. Budget conditionnel approuvé par l'Assemblée générale pour les services de conférence.....		8
B. Budget conditionnel pour l'organisation de la Conférence des Parties à Bonn		9
C. Budget conditionnel pour les dépenses obligatoires non récurrentes en cas de transfert du Mécanisme mondial, en fonction de la ville choisie		9
V. Conclusions et recommandations.....		11
Annexes		
I. Barème indicatif des quotes-parts pour le financement du budget de base pour 2014-2015		12
II. Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 par source de financement		20

I. Introduction

A. Mandat

1. Aux termes de l'alinéa *d* de l'article 10 du Règlement intérieur de la Conférence des Parties¹, l'ordre du jour provisoire de chaque session ordinaire de la Conférence comprend, selon le cas, le projet de budget ainsi que toutes les questions ayant trait aux comptes et aux arrangements financiers.

B. Objet de la présente note

2. Le document présente un aperçu du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 en récapitulant les ressources humaines et financières nécessaires. Conformément au plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) (la Stratégie), adopté par la Conférence des Parties à sa huitième session, les ressources nécessaires sont déterminées sur la base des programmes de travail biennaux du secrétariat, du Mécanisme mondial, du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC), et du Comité de la science et de la technologie (CST), selon une méthode de gestion axée sur les résultats.

3. Le projet de budget doit être examiné en parallèle avec le plan de travail pluriannuel général relatif à la Convention (2014-2017) figurant dans le document ICCD/CRIC(12)/2-ICCD/COP(11)/CST/9 et le projet de programme de travail biennal chiffré établi pour le secrétariat, le Mécanisme mondial, le CRIC et le CST (2014-2015), qui est présenté dans le document ICCD/COP(11)/7. Ce document budgétaire doit aussi être lu en parallèle avec les renseignements sur les résultats financiers et l'exécution des programmes au cours de l'exercice biennal 2012-2013 qui fait l'objet des documents ICCD/COP(11)/8 et ICCD/CRIC(12)/3.

II. Élaboration du projet de budget-programme

Aperçu du financement

4. Les activités du secrétariat, du Mécanisme mondial, du CRIC et du CST sont financées au moyen de cinq fonds d'affectation spéciale:

- a) Le Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention;
- b) Le Fonds d'affectation spéciale pour la participation aux sessions de la Conférence de représentants des Parties admises à bénéficier d'une aide à cet effet;
- c) Le Fonds d'affectation spéciale pour le financement volontaire d'activités au titre de la Convention;
- d) Le Fonds d'affectation spéciale pour le financement volontaire d'activités au titre du Mécanisme mondial;
- e) Le Fonds d'affectation spéciale pour les activités liées à la Convention organisées par le secrétariat de la Convention («Fonds de Bonn»).

¹ Décision 1/COP.1.

5. Le budget de base et le barème indicatif des quotes-parts de l'ensemble des Parties sont approuvés par la Conférence des Parties. Le barème indicatif des quotes-parts est fondé sur le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies adopté par l'Assemblée générale. Pour l'exercice biennal 2014-2015, le barème indicatif des quotes-parts (voir annexe I) a été établi conformément à la résolution 67/238, de l'Assemblée générale, adoptée par l'Assemblée en décembre 2012 à sa soixante-septième session. Le montant total des contributions selon le barème indicatif tient également compte de la contribution annuelle d'un montant de 511 292 euros du gouvernement du pays hôte.

6. Un aperçu général des ressources nécessaires par source de financement est donné à l'annexe II du présent document.

III. Projet de budget pour la Convention

A. Aperçu des ressources nécessaires pour le budget de base

7. Les ressources nécessaires pour le budget de base de la Convention sont présentées pour un seul instrument, étant donné que le Secrétaire exécutif assume la responsabilité d'ensemble de la gestion, y compris en coordonnant l'établissement de rapports à la Conférence des Parties concernant notamment les comptes, les résultats et les activités du Mécanisme mondial comme le précise la décision 6/COP.10 sur la gouvernance et les dispositions institutionnelles applicables au Mécanisme mondial. L'estimation des dépenses au titre du budget de base de la Convention pour l'exercice biennal 2014-2015 figure au tableau 1. Par souci de commodité, le projet de budget a été présenté en même temps que le budget approuvé pour l'exercice biennal 2012-2013, et la structure du programme suit les objectifs opérationnels définis dans la Stratégie.

Tableau 1

Budget de base de la Convention pour l'exercice biennal 2014-2015

(En euros)

<i>Programmes</i>	<i>Budget adopté 2012-2013</i>	<i>Projet de budget 2014-2015</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
I. Programmes			
A. Plaidoyer, sensibilisation et éducation			
Secrétariat	1 423 500	1 527 400	7,3
Mécanisme mondial	541 059	555 000	2,6
Total partiel A	1 964 559	2 082 400	6,0
B. Cadre d'action			
Secrétariat	1 163 200	1 288 800	10,8
Mécanisme mondial	410 347	407 400	-0,7
Total partiel B	1 573 547	1 696 200	7,8
C. Science, technologie et connaissances			
Secrétariat	2 259 200	2 454 600	8,6
Comité de la science et de la technologie	76 000	76 000	0,0
Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention	76 000	76 000	0,0
Total partiel C	2 411 200	2 606 600	8,1

<i>Programmes</i>	<i>Budget adopté 2012-2013</i>	<i>Projet de budget 2014-2015</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
D. Renforcement des capacités	707 300	716 200	1,3
E. Financement et transfert de technologies			
Secrétariat	152 400	134 100	(12,0)
Mécanisme mondial	1 370 840	1 445 950	5,5
Total partiel E	1 523 240	1 580 050	3,7
II. Appui à la gestion			
F. Direction exécutive et administration			
Secrétariat	2 007 700	2 033 000	1,3
Mécanisme mondial	1 308 926	1 324 300	1,2
Total partiel F	3 316 626	3 357 300	1,2
G. Services de conférence	651 800	686 100	5,3
H. Services administratifs et financiers			
Secrétariat	2 323 875	2 323 875	0,0
Mécanisme mondial	0	135 000	n.d.
Total partiel H	2 323 875	2 458 875	5,8
Total partiel A à H	14 472 147	15 183 725	4,9
III. Dépenses d'appui aux programmes (13 %)	1 881 379	1 973 884	4,9
IV. Réserve de trésorerie	(225 182)	(25 415)	88,7
Total I à IV	16 128 344	17 132 194	6,2
Recettes			
Contribution du gouvernement du pays hôte	1 022 584	1 022 584	
Contributions selon le barème indicatif	15 105 760	16 109 610	
Total, recettes	16 128 344	17 132 194	6,2

8. Le tableau 2 indique la dotation en effectifs à imputer sur le budget de base proposée pour le secrétariat et le Mécanisme mondial. Celle-ci ne présente aucun changement par rapport aux effectifs et grades de l'exercice biennal en cours.

Tableau 2
Dotation en effectifs proposée pour le secrétariat et le Mécanisme mondial

	<i>Budget adopté 2012-2013</i>			<i>Projet de budget 2014-2015</i>		
	<i>Secrétariat</i>	<i>Mécanisme mondial</i>	<i>Total</i>	<i>Secrétariat</i>	<i>Mécanisme mondial</i>	<i>Total</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
ASG	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
D-2	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
D-1	1,00	1,00	2,00	1,00	1,00	2,00
P-5	7,00	2,00	9,00	7,00	2,00	9,00
P-4	7,00	3,00	10,00	7,00	3,00	10,00
P-3	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
P-2	1,00	2,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Total partiel, Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	21,00	9,00	30,00	21,00	9,00	30,00
Total partiel, Agents des services généraux	10,00	5,00	15,00	10,00	5,00	15,00
Total	31,00	14,00	45,00	31,00	14,00	45,00

9. On trouvera des renseignements plus détaillés sur l'estimation des ressources nécessaires au secrétariat et au Mécanisme mondial, y compris les scénarios budgétaires reposant sur une croissance nominale nulle et une croissance réelle nulle qui ont été demandés par la décision 10/COP.10, dans les documents pertinents sur les programmes de travail biennaux chiffrés de l'exercice biennal 2014-2015².

B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation aux sessions de la Conférence de représentants des Parties admises à bénéficier d'une aide à cet effet

10. Conformément au règlement financier de la Conférence des Parties, un fonds spécial a été créé pour financer la participation aux sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires de représentants des pays parties en développement, en particulier des pays les moins avancés, qui sont touchés par la désertification ou la sécheresse, notamment en Afrique.

11. Les représentants des pays en développement continuent de jouer un rôle actif dans les délibérations de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires, assumant des fonctions importantes en tant que présidents ou vice-présidents de la Conférence des Parties, des organes subsidiaires et des groupes de contact. La participation active de représentants de pays en développement aussi bien au niveau technique que politique contribue à chaque session importante à la réalisation du consensus et à l'obtention de résultats constructifs pour tracer les perspectives futures de la Convention.

12. L'estimation des ressources nécessaires à ce fonds est donnée au tableau 3.

² ICCD/COP(11)/7.

Tableau 3
**Estimation des ressources nécessaires à la participation au processus
 de la Convention pour l'exercice biennal 2014-2015**
 (En euros)

<i>Sessions</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>
Treizième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention	915 000
Douzième session de la Conférence des Parties	1 300 000
Total	2 215 000

C. Fonds d'affectation spéciale pour le financement volontaire d'activités au titre de la Conférence

13. Le Fonds d'affectation spéciale pour le financement volontaire d'activités au titre de la Conférence, de même que le Fonds d'affectation spéciale pour le financement volontaire d'activités au titre du Mécanisme mondial complètent les ressources du secrétariat et du Mécanisme mondial en finançant les activités de leurs programmes de travail pour lesquelles le budget de base n'est pas suffisant. Pour une indication préliminaire des besoins de financement volontaire au cours du prochain exercice biennal, on se reportera aux programmes de travail biennaux chiffrés correspondants; un aperçu des ressources nécessaires totales est présenté en outre à l'annexe II du présent document.

D. Fonds d'affectation spéciale pour les activités liées à la Convention organisées par le secrétariat de la Convention («Fonds de Bonn»)

14. Le Gouvernement du pays hôte verse une contribution annuelle supplémentaire de 511 292 euros pour financer les activités liées à la Convention organisées par le secrétariat. Appelée «Fonds de Bonn», elle est utilisée conformément à un plan de dépenses qui est proposé par le secrétariat et accepté par le Gouvernement allemand. Le tableau 4 donne un aperçu de l'estimation du budget pour l'exercice biennal 2014-2015.

Tableau 4
Fonds de Bonn, exercice biennal 2014-2015
 (En euros)

	<i>2014-2015</i>
Recettes	1 022 584
Dépenses	
Service de conférence à l'appui d'activités de la Convention organisées à Bonn	649 900
Autres activités liées à la Convention	239 748
Dépenses d'appui aux programmes	132 936
Total, dépenses	1 022 584

E. Dépenses d'appui aux programmes (frais généraux)

15. Conformément au règlement financier de la Conférence des Parties et à l'usage de l'ONU, un taux de 13 % est appliqué à tous les fonds d'affectation spéciale pour financer les dépenses nécessaires aux services d'appui aux programmes, ou frais généraux. Il s'agit principalement des dépenses en personnel d'appui administratif, des dépenses de personnel du secrétariat au bureau de liaison de l'ONU à New York et des dépenses afférentes à un administrateur de programme pour une région. Le tableau 5 indique l'estimation des ressources humaines et financières nécessaires pour le prochain exercice biennal, qui sont subordonnées aux recettes correspondantes du compte spécial.

Tableau 5

Ressources humaines nécessaires pour l'exercice biennal 2014-2015

	2014	2015
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		
P-5	3,00	3,00
P-4	3,50	3,50
P-3	2,00	2,00
P-2	1,00	1,00
Total partiel, Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	9,50	9,50
Total partiel, Agents des services généraux	8,00	8,00
Total	17,50	17,50
Dépenses de personnel correspondantes (en euros)	1 734 950	1 765 750

IV. Budgets conditionnels

A. Budget conditionnel approuvé par l'Assemblée générale pour les services de conférence

16. L'Assemblée générale a approuvé jusqu'à présent dans ses décisions un crédit pour les services de conférence (interprétation, reproduction des documents et autres services connexes) au titre du budget ordinaire de l'Organisation pour les réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires. Si l'Assemblée générale décidait de ne pas poursuivre cette pratique, il reviendrait aux Parties d'assumer ces dépenses. Le budget conditionnel ci-après a donc été établi pour examen par la Conférence des Parties.

17. On est parti du principe que le CST se réunirait pendant trois jours ouvrables, et le CRIC pendant cinq jours ouvrables en tout pendant l'exercice biennal. Il faudra prévoir des ressources pour financer les services de conférence correspondants, qui doivent permettre de tenir au total 6 séances avec interprétation pour la session du CST et 10 séances avec interprétation pour la session du CRIC, et d'assurer la traduction, la reproduction et la distribution de la documentation de présession (1 000 pages), de session (80 pages) et d'après-session (100 pages).

18. On est aussi parti du principe que la Conférence des Parties se réunirait pour une durée totale de deux semaines consécutives en 2015. Il faudra prévoir des ressources pour financer les services de conférence correspondants, qui doivent permettre de tenir deux séances simultanées à tout moment au cours de la session de la Conférence des Parties (à savoir 20 séances par semaine), ainsi que la traduction, la reproduction et la distribution de la documentation de présession (2 000 pages), de session (150 pages) et d'après-session (200 pages). Le total correspondant, estimé à 2,1 millions d'euros est donné au tableau 6.

Tableau 6

Budget conditionnel pour les services de conférence

(En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>2014-2015</i>
Services de conférence de l'ONU	1 835 000
Dépenses d'appui aux programmes	238 550
Total	2 073 550

B. Budget conditionnel pour l'organisation de la Conférence des Parties à Bonn

19. Si la Conférence des Parties tient sa onzième session à Bonn, un montant supplémentaire de 1,5 million d'euros (voir tableau 7) sera nécessaire pour couvrir les dépenses d'ordre logistique (location de locaux, installation de systèmes de communication, engagement de personnel local de conférence, fourniture de matériel et de personnel de sécurité, location de matériel et fournitures).

Tableau 7

Ressources nécessaires à l'organisation de la onzième session de la Conférence des Parties

(En euros)

<i>Objet de dépenses</i>	<i>2014-2015</i>
Coûts supplémentaires	1 204 000
Imprévus	120 000
Total partiel	1 324 000
Dépenses d'appui aux programmes	172 000
Total	1 496 000

C. Budget conditionnel pour les dépenses obligatoires non récurrentes en cas de transfert du Mécanisme mondial, en fonction de la ville choisie

20. À sa onzième session, la Conférence des Parties examinera la question des conditions d'hébergement du Mécanisme mondial³ qui entraîneront peut-être la réinstallation des administrateurs et des bureaux du Mécanisme mondial hors du Fonds international de développement agricole (FIDA) à Rome. Un tel transfert aura des incidences financières qui sont présentées dans le budget conditionnel ci-dessous

³ Plus plus de renseignements, se reporter au document ICCD/COP(11)/3.

(tableau 8). La Conférence des Parties pourrait aussi envisager de financer la réinstallation des agents des services généraux et du personnel non permanent du Mécanisme mondial (voir tableau 9).

Tableau 8

Aperçu des dépenses obligatoires non récurrentes liées au transfert du Mécanisme mondial, en fonction de la ville choisie

(En dollars des États-Unis)

<i>Scenario</i>	<i>II. Rome^a</i>	<i>III. Bonn</i>	<i>IV. Genève</i>	<i>V. New York</i>	<i>VI. Washington, DC</i>
Dépenses obligatoires					
A. Mobilier de bureau et matériel informatique					
Matériel informatique et licences de logiciel	58 037	58 037	58 037	58 037	58 037
Mobilier de bureau	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500
Total partiel A	95 537	95 537	95 537	95 537	95 537
B. Coûts de déménagement des bureaux	6 794	10 870	10 482	22 128	22 516
C. Réinstallation des administrateurs (fonctionnaires permanents)					
Prime de réinstallation	0	95 000	95 000	95 000	95 000
Prime d'affectation	0	173 423	229 689	220 758	206 656
Frais de voyage	0	27 000	18 000	72 000	72 000
Total partiel C	0	295 423	342 689	387 758	373 656
D. Dépenses d'appui aux programmes (13 %)	13 303	52 238	58 332	65 705	63 922
Total général en dollars des États-Unis (A+B+C+D)	115 634	454 069	507 040	571 129	555 632
Total général en euros (A+B+C+D)	89 359	350 894	391 830	441 355	429 380

^a L'estimation pour Rome suppose une réinstallation des bureaux du Mécanisme mondial à l'intérieur de la ville.

Tableau 9

Aperçu des dépenses optionnelles non récurrentes liées au transfert du Mécanisme mondial, en fonction de la ville choisie

(En dollars des États-Unis)

<i>Scenario</i>	<i>III. Bonn</i>	<i>IV. Genève</i>	<i>V. New York</i>	<i>VI. Washington, DC</i>
E. Réinstallation des administrateurs (fonds extrabudgétaires)				
Prime de réinstallation	30 000	30 000	30 000	30 000
Prime d'affectation	49 621	67 801	63 897	60 108
Frais de voyage	9 000	6 000	24 000	24 000
Total partiel E	88 621	103 801	117 897	114 108

<i>Scenario</i>	<i>III. Bonn</i>	<i>IV. Genève</i>	<i>V. New York</i>	<i>VI. Washington, DC</i>
F. Réinstallation des agents des services généraux (fonctionnaires permanents)				
Prime de réinstallation	55 000	55 000	55 000	55 000
Prime d'affectation	71 187	95 641	90 594	87 627
Frais de voyage	13 500	9 000	36 000	36 000
Total partiel F	139 687	159 641	181 594	178 627
G. Réinstallation des agents des services généraux (fonds extrabudgétaires)				
Prime de réinstallation	10 000	10 000	10 000	10 000
Prime d'affectation	11 991	15 231	14 961	14 511
Frais de voyage	1 500	1 000	4 000	4 000
Total partiel G	23 491	26 231	28 961	28 511
H. Dépenses d'appui aux programmes (13 %)	32 734	37 657	42 699	41 762
Total général en dollars des États-Unis (E+F+G+H)	284 533	27 330	371 150	363 008
Total général en euros (E+F+G+H)	219 881	252 953	286 817	280 524

V. Conclusions et recommandations

21. Le projet du budget-programme exposé ci-dessus présente les ressources nécessaires aux programmes de travail du secrétariat, du Mécanisme mondial, du CST et du CRIC. La Conférence des Parties pourrait donc:

- a) Adopter les programmes de travail du secrétariat et du Mécanisme mondial;
- b) Approuver un budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015;
- c) Adopter le barème indicatif des contributions pour 2014 et 2015;
- d) Autoriser le Secrétaire exécutif à communiquer aux Parties le montant de leurs contributions pour 2014;
- e) Prendre note des besoins en ce qui concerne les contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour la participation aux sessions de la Conférence de représentants des Parties admises à bénéficier d'une aide à cet effet, au Fonds d'affectation spéciale pour le financement volontaire d'activités au titre de la Convention et au Fonds d'affectation spéciale pour le financement volontaire d'activités au titre du Mécanisme mondial;
- f) Approuver un budget conditionnel pour les services de conférence au cas où l'Assemblée générale déciderait de ne pas prévoir de ressources pour ces activités dans le budget ordinaire de l'ONU pour l'exercice biennal 2014-2015.

Annexe I

Barème indicatif des quotes-parts pour le financement du budget de base pour 2014-2015

<i>Partie à la Convention sur la lutte contre la désertification^a</i>		^(b) <i>Barème ONU</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2014</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2014 (en euros)</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2015</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2015 (en euros)</i>	<i>Montant total à verser (en euros)</i>	
1	Afghanistan	PMA	0,005	0,005	398	0,005	409	807
2	Afrique du Sud		0,372	0,371	29 626	0,374	30 427	60 053
3	Albanie		0,010	0,010	796	0,010	818	1 614
4	Algérie		0,137	0,137	10 910	0,138	11 206	22 116
5	Allemagne		7,141	7,124	568 699	7,187	584 083	1 152 782
6	Andorre		0,008	0,008	637	0,008	654	1 291
7	Angola	PMA	0,010	0,010	796	0,010	818	1 614
8	Antigua-et-Barbuda		0,002	0,002	159	0,002	164	323
9	Arabie saoudite		0,864	0,862	68 808	0,870	70 669	139 477
10	Argentine		0,432	0,431	34 404	0,435	35 335	69 739
11	Arménie		0,007	0,007	557	0,007	573	1 130
12	Australie		2,074	2,069	165 170	2,087	169 639	334 809
13	Autriche		0,798	0,796	63 552	0,803	65 271	128 823
14	Azerbaïdjan		0,040	0,040	3 186	0,040	3 272	6 458
15	Bahamas		0,017	0,017	1 354	0,017	1 390	2 744
16	Bahreïn		0,039	0,039	3 106	0,039	3 190	6 296
17	Bangladesh	PMA	0,010	0,010	796	0,010	818	1 614
18	Barbade		0,008	0,008	637	0,008	654	1 291
19	Bélarus		0,056	0,056	4 460	0,056	4 580	9 040
20	Belgique		0,998	0,996	79 479	1,004	81 629	161 108
21	Belize		0,001	0,001	80	0,001	81	161
22	Bénin	PMA	0,003	0,003	239	0,003	245	484
23	Bhoutan	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
24	Bolivie		0,009	0,009	717	0,009	736	1 453

<i>Partie à la Convention sur la lutte contre la désertification^a</i>		^(b) <i>Barème ONU</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2014</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2014 (en euros)</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2015</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2015 (en euros)</i>	<i>Montant total à verser (en euros)</i>
25	Bosnie-Herzégovine		0,017	1 354	0,017	1 390	2 744
26	Botswana		0,017	1 354	0,017	1 390	2 744
27	Bésil		2,934	233 660	2,953	239 980	473 640
28	Brunéi Darussalam		0,026	2 071	0,026	2 127	4 198
29	Bulgarie		0,047	3 743	0,047	3 844	7 587
30	Burkina Faso	PMA	0,003	239	0,003	245	484
31	Burundi	PMA	0,001	80	0,001	81	161
32	Cambodge	PMA	0,004	319	0,004	327	646
33	Cameroun		0,012	956	0,012	982	1 938
34	Canada ^c		0,711	56 623	0,000	-	56 623
35	Cap-Vert		0,001	80	0,001	81	161
36	Chili		0,334	26 599	0,336	27 319	53 918
37	Chine		5,148	409 980	5,181	421 070	831 050
38	Chypre		0,047	3 743	0,047	3 844	7 587
39	Colombie		0,259	20 626	0,261	21 184	41 810
40	Comores	PMA	0,001	80	0,001	81	161
41	Congo		0,005	398	0,005	409	807
42	Costa Rica		0,038	3 026	0,038	3 108	6 134
43	Côte d'Ivoire		0,011	876	0,011	900	1 776
44	Croatie		0,126	10 034	0,127	10 306	20 340
45	Cuba		0,069	5 495	0,069	5 644	11 139
46	Danemark		0,675	53 756	0,679	55 210	108 966
47	Djibouti	PMA	0,001	80	0,001	81	161
48	Dominique		0,001	80	0,001	81	161
49	Égypte		0,134	10 672	0,135	10 960	21 632
50	El Salvador		0,016	1 274	0,016	1 309	2 583
51	Émirats arabes unis		0,595	47 385	0,599	48 667	96 052
52	Équateur		0,044	3 504	0,044	3 599	7 103
53	Érythrée	PMA	0,001	80	0,001	81	161

<i>Partie à la Convention sur la lutte contre la désertification^a</i>		^(b) <i>Barème ONU</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2014</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2014 (en euros)</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2015</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2015 (en euros)</i>	<i>Montant total à verser (en euros)</i>	
54	Espagne		2,973	2,966	236 766	2,992	243 170	479 936
55	Estonie		0,040	0,040	3 186	0,040	3 272	6 458
56	États-Unis d'Amérique ^d		22,000	21,948	1 752 049	22,000	1 787 948	3 539 997
57	Éthiopie	PMA	0,010	0,010	796	0,010	818	1 614
58	ex-République yougoslave de Macédoine		0,008	0,008	637	0,008	654	1 291
59	Fédération de Russie		2,438	2,432	194 159	2,454	199 411	393 570
60	Fidji		0,003	0,003	239	0,003	245	484
61	Finlande		0,519	0,518	41 332	0,522	42 451	83 783
62	France		5,593	5,580	445 419	5,629	457 468	902 887
63	Gabon		0,020	0,020	1 593	0,020	1 636	3 229
64	Gambie	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
65	Géorgie		0,007	0,007	557	0,007	573	1 130
66	Ghana		0,014	0,014	1 115	0,014	1 145	2 260
67	Grèce		0,638	0,637	50 809	0,642	52 184	102 993
68	Grenade		0,001	0,001	80	0,001	81	161
69	Guatemala		0,027	0,027	2 150	0,027	2 208	4 358
70	Guinée	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
71	Guinée-Bissau	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
72	Guinée équatoriale	PMA	0,010	0,010	796	0,010	818	1 614
73	Guyana		0,001	0,001	80	0,001	81	161
74	Haïti	PMA	0,003	0,003	239	0,003	245	484
75	Honduras		0,008	0,008	637	0,008	654	1 291
76	Hongrie		0,266	0,265	21 184	0,268	21 757	42 941
77	Îles Cook		0,001	0,001	80	0,001	81	161
78	Îles Marshall		0,001	0,001	80	0,001	81	161
79	Îles Salomon	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
80	Inde		0,666	0,664	53 039	0,670	54 474	107 513

<i>Partie à la Convention sur la lutte contre la désertification^a</i>		^(b) <i>Barème ONU</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2014</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2014 (en euros)</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2015</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2015 (en euros)</i>	<i>Montant total à verser (en euros)</i>	
81	Indonésie		0,346	0,345	27 555	0,348	28 300	55 855
82	Iran (République islamique d')		0,356	0,355	28 351	0,358	29 118	57 469
83	Iraq		0,068	0,068	5 415	0,068	5 562	10 977
84	Ireland		0,418	0,417	33 289	0,421	34 189	67 478
85	Island		0,027	0,027	2 150	0,027	2 208	4 358
86	Israël		0,396	0,395	31 537	0,399	32 390	63 927
87	Italie		4,448	4,438	354 233	4,477	363 815	718 048
88	Jamaïque		0,011	0,011	876	0,011	900	1 776
89	Japon		10,833	10,808	862 725	10,903	886 063	1 748 788
90	Jordanie		0,022	0,022	1 752	0,022	1 799	3 551
91	Kazakhstan		0,121	0,121	9 636	0,122	9 897	19 533
92	Kenya		0,013	0,013	1 035	0,013	1 063	2 098
93	Kirghizistan		0,002	0,002	159	0,002	164	323
94	Kiribati	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
95	Koweït		0,273	0,272	21 741	0,275	22 329	44 070
96	Lesotho	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
97	Lettonie		0,047	0,047	3 743	0,047	3 844	7 587
98	Liban		0,042	0,042	3 345	0,042	3 435	6 780
99	Libéria	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
100	Libye		0,142	0,142	11 309	0,143	11 615	22 924
101	Liechtenstein		0,009	0,009	717	0,009	736	1 453
102	Lituanie		0,073	0,073	5 814	0,073	5 971	11 785
103	Luxembourg		0,081	0,081	6 451	0,082	6 625	13 076
104	Madagascar	PMA	0,003	0,003	239	0,003	245	484
105	Malaisie		0,281	0,280	22 378	0,283	22 984	45 362
106	Malawi	PMA	0,002	0,002	159	0,002	164	323
107	Maldives		0,001	0,001	80	0,001	81	161
108	Mali	PMA	0,004	0,004	319	0,004	327	646

<i>Partie à la Convention sur la lutte contre la désertification^a</i>		^(b) <i>Barème ONU</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2014</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2014 (en euros)</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2015</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2015 (en euros)</i>	<i>Montant total à verser (en euros)</i>
109	Malte		0,016	1 274	0,016	1 309	2 583
110	Maroc		0,062	4 938	0,062	5 071	10 009
111	Maurice		0,013	1 035	0,013	1 063	2 098
112	Mauritanie	PMA	0,002	159	0,002	164	323
113	Mexico		1,842	146 694	1,854	150 663	297 357
114	Micronésie (États fédérés de)		0,001	80	0,001	81	161
115	Monaco		0,012	956	0,012	982	1 938
116	Mongolie		0,003	239	0,003	245	484
117	Monténégro		0,005	398	0,005	409	807
118	Mozambique	PMA	0,003	239	0,003	245	484
119	Myanmar	PMA	0,010	796	0,010	818	1 614
120	Namibie		0,010	796	0,010	818	1 614
121	Nauru		0,001	80	0,001	81	161
122	Népal	PMA	0,006	478	0,006	491	969
123	Nicaragua		0,003	239	0,003	245	484
124	Niger	PMA	0,002	159	0,002	164	323
125	Nigéria		0,090	7 167	0,091	7 361	14 528
126	Nioué		0,001	80	0,001	81	161
127	Norvège		0,851	67 772	0,856	69 606	137 378
128	Nouvelle-Zélande		0,253	20 149	0,255	20 694	40 843
129	Oman		0,102	8 123	0,103	8 343	16 466
130	Ouganda	PMA	0,006	478	0,006	491	969
131	Ouzbékistan		0,015	1 195	0,015	1 227	2 422
132	Pakistan		0,085	6 769	0,086	6 952	13 721
133	Palaos		0,001	80	0,001	81	161
134	Panama		0,026	2 071	0,026	2 127	4 198
135	Papouasie-Nouvelle-Guinée		0,004	319	0,004	327	646

<i>Partie à la Convention sur la lutte contre la désertification^a</i>		^(b) <i>Barème ONU</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2014</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2014 (en euros)</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2015</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2015 (en euros)</i>	<i>Montant total à verser (en euros)</i>
136	Paraguay		0,010	796	0,010	818	1 614
137	Pays-Bas		1,654	131 722	1,665	135 286	267 008
138	Pérou		0,117	9 318	0,118	9 570	18 888
139	Philippines		0,154	12 264	0,155	12 596	24 860
140	Pologne		0,921	73 347	0,927	75 331	148 678
141	Portugal		0,474	37 749	0,477	38 770	76 519
142	Qatar		0,209	16 644	0,210	17 095	33 739
143	République arabe syrienne		0,036	2 867	0,036	2 945	5 812
144	République centrafricaine	PMA	0,001	80	0,001	81	161
145	République de Corée		1,994	158 799	2,007	163 095	321 894
146	République de Moldova		0,003	239	0,003	245	484
147	République démocratique du Congo	PMA	0,003	239	0,003	245	484
148	République démocratique populaire lao	PMA	0,002	159	0,002	164	323
149	République dominicaine		0,045	3 584	0,045	3 681	7 265
150	République populaire démocratique de Corée		0,006	478	0,006	491	969
151	République tchèque		0,386	30 741	0,388	31 572	62 313
152	République-Unie de Tanzanie	PMA	0,009	717	0,009	736	1 453
153	Roumanie		0,226	17 998	0,227	18 485	36 483
154	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		5,179	412,448	5 212	423,606	836 054
155	Rwanda	PMA	0,002	159	0,002	164	323
156	Sainte-Lucie		0,001	80	0,001	81	161
157	Saint-Kitts-et-Nevis		0,001	80	0,001	81	161
158	Saint-Marin		0,003	239	0,003	245	484
159	Saint-Vincent-et-les		0,001	80	0,001	81	161

<i>Partie à la Convention sur la lutte contre la désertification^a</i>		^(b) <i>Barème ONU</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2014</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2014 (en euros)</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2015</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2015 (en euros)</i>	<i>Montant total à verser (en euros)</i>	
Grenadines								
160	Samoa	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
161	Sao Tomé-et-Principe	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
162	Sénégal	PMA	0,006	0,006	478	0,006	491	969
163	Serbie		0,040	0,040	3 186	0,040	3 272	6 458
164	Seychelles		0,001	0,001	80	0,001	81	161
165	Sierra Leone	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
166	Singapour		0,384	0,383	30 581	0,386	31 408	61 989
167	Slovaquie		0,171	0,171	13 618	0,172	13 987	27 605
168	Slovénie		0,100	0,100	7 964	0,101	8 179	16 143
169	Somalie	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
170	Soudan	PMA	0,010	0,010	796	0,010	818	1 614
171	Soudan du Sud	PMA	0,004	0,004	319	0,004	327	646
172	Sri Lanka		0,025	0,025	1 991	0,025	2 045	4 036
173	Suède		0,960	0,958	76 453	0,966	78 521	154 974
174	Suisse		1,047	1,045	83 382	1,054	85 637	169 019
175	Suriname		0,004	0,004	319	0,004	327	646
176	Swaziland		0,003	0,003	239	0,003	245	484
177	Tadjikistan		0,003	0,003	239	0,003	245	484
178	Tchad	PMA	0,002	0,002	159	0,002	164	323
179	Thaïlande		0,239	0,238	19 034	0,241	19 549	38 583
180	Timor-Leste	PMA	0,002	0,002	159	0,002	164	323
181	Togo	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161
182	Tonga		0,001	0,001	80	0,001	81	161
183	Trinité-et-Tobago		0,044	0,044	3 504	0,044	3 599	7 103
184	Tunisie		0,036	0,036	2 867	0,036	2 945	5 812
185	Turkménistan		0,019	0,019	1 513	0,019	1 554	3 067
186	Turquie		1,328	1,325	105 760	1,337	108 621	214 381
187	Tuvalu	PMA	0,001	0,001	80	0,001	81	161

<i>Partie à la Convention sur la lutte contre la désertification^a</i>		^(b) <i>Barème ONU</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2014</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2014 (en euros)</i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2015</i>	<i>Barème indicatif des contributions pour 2015 (en euros)</i>	<i>Montant total à verser (en euros)</i>
188	Ukraine		0,099	7 884	0,100	8 097	15 981
189	Union européenne		2,500	199 564	2,500	203 176	402 740
190	Uruguay		0,052	4 141	0,052	4 253	8 394
191	Vanuatu	PMA	0,001	80	0,001	81	161
192	Venezuela		0,627	49 933	0,631	51 284	101 217
193	Viet Nam		0,042	3 345	0,042	3 435	6 780
194	Yémen	PMA	0,010	796	0,010	818	1 614
195	Zambie	PMA	0,006	478	0,006	491	969
196	Zimbabwe		0,002	159	0,002	164	323
Total			100,229	7 982 574	100,000	8 127 036	16 109 610

^a États et organisations d'intégration économique régionale parties à la Convention au 30 juin 2013.

^b Appartient à la catégorie des pays les moins avancés.

^c Le Canada était partie à la Convention jusqu'au 28 mars 2014.

^d Les États-Unis d'Amérique considèrent que leur contribution au budget ordinaire de la Convention est une contribution volontaire.

Annexe II

Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 par source de financement

1. Le tableau indique le financement nécessaire total pour le secrétariat, le Mécanisme mondial, le Comité de la science et de la technologie et le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention par source de financement pour le prochain exercice biennal. Le financement des programmes de travail prévu dans le projet de budget se répartit comme suit: 38 % par le budget de base et 62 % par les fonds extrabudgétaires.

Budget-programme par source de financement pour l'exercice biennal 2014-2015

(En euros)

<i>Programmes</i>	<i>Budget de base</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>	<i>Total</i>
I. Programmes			
A. Plaidoyer, sensibilisation et éducation			
Secrétariat	1 527 400	1 037 600	2 565 000
Mécanisme mondial	555 000	908 850	1 463 850
Total partiel A	2 082 400	1 946 450	4 028 850
B. Cadre d'action			
Secrétariat	1 288 800	2 262 400	3 551 200
Mécanisme mondial	407 400	2 303 000	2 710 400
Total partiel B	1 696 200	4 565 400	6 261 600
C. Science, technologie et connaissances			
Secrétariat	2 454 600	2 820 700	5 275 300
Comité de la science et de la technologie	76 000	0	76 000
Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention	76 000	0	76 000
Total partiel C	2 606 600	2 820 700	5 427 300
D. Renforcement des capacités			
E. Financement et transfert de technologies			
Secrétariat	134 100	0	134 100
Mécanisme mondial	1 445 950	9 404 100	10 850 050
Total partiel E	1 580 050	9 404 100	10 984 150
II. Appui à la gestion			
F. Direction exécutive et administration			
Secrétariat	2 033 000	0	2 033 000
Mécanisme mondial	1 324 300	955 900	2 280 200
Total partiel F	3 357 300	955 900	4 313 200

<i>Programmes</i>	<i>Budget de base</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>	<i>Total</i>
G. Services de conférence			
Secrétariat	686 100	646 200	1 332 300
Fonds pour la participation	0	2 215 000	0
Fonds de Bonn	0	1 022 584	0
Total partiel G	686 100	3 883 784	1 332 300
H. Services administratifs et financiers			
Secrétariat	2 323 875	400 000	2 723 875
Mécanisme mondial	135 000	0	135 000
Total partiel H	2 458 875	400 000	2 858 875
Total partiel (A à H)	15 183 725	24 376 334	39 560 059
III. Dépenses d'appui aux programmes (13 %)	1 973 884	3 168 923	5 142 807
IV. Réserve de trésorerie	(25 415)		(25 415)
Total (I à IV)	17 132 194	27 545 257	44 677 451
Recettes			
Contribution du Gouvernement du pays hôte	1 022 584	1 022 584	2 045 168
Contributions selon le barème indicatif	16 109 610	0	16 109 610
Contributions volontaires	0	26 522 673	26 522 673
Total, recettes	17 132 194	27 545 257	44 677 451